

La signification minimale : un enjeu politique

Xavier Boileau*

Résumé

Un état libéral peut-il légitimement protéger une langue sans pour autant être accusé de faire la promotion de valeurs particulières, soit sans enfreindre la neutralité libérale ? L'objectif de notre réflexion est de légitimer la promotion des langues dans une perspective libérale en montrant que la langue est un bien institutionnel relativement neutre qui contribue à l'autonomie des individus. Si Kymlicka a développé une position politique qui va en ce sens, celui-ci n'a cependant pas considéré les difficultés auxquelles celle-ci était exposée en philosophie du langage. Nous chercherons à montrer en quoi un débat bien particulier sur la signification qui oppose deux courants, le minimalisme et le contextualisme, a des impacts sur cette position politique de Kymlicka.

Introduction

On retrouve la question des enjeux linguistiques dans toutes les sphères politiques de la planète : que ce soit en Afrique et en Asie dans les anciennes régions coloniales, en Europe au parlement de l'Union Européenne, aux États-Unis avec les minorités hispanophones ou au Canada avec les minorités francophones, les modalités de gestion politique des langues sont constamment critiquées et remises en

* L'auteur est doctorant en philosophie (Université de Montréal).

question. Pourtant, on retrouve étonnamment peu de travaux en philosophie politique portant uniquement sur cette question. Bien des penseurs tiennent pour acquise une certaine homogénéité linguistique dans leur théorie politique, et ce, même lorsqu'ils considèrent les questions de diversité culturelle. L'une des raisons qui peut expliquer ce parti pris est très probablement à trouver dans la méfiance générale des penseurs libéraux face aux politiques culturelles telles que celles qui instaurent des droits linguistiques. De façon schématique, on peut définir le libéralisme classique en philosophie politique comme étant la doctrine qui défend l'idée d'une primauté de l'autonomie individuelle sur les autres considérations politiques. Conséquemment, toute politique culturelle qui aurait pour résultat de prioriser le devenir d'une communauté sur le développement de l'autonomie des individus est perçue comme suspecte, voire potentiellement dangereuse et liberticide. Il existe pourtant bel et bien des communautés linguistiques dont la survie et l'autonomie des membres dépendent bien souvent de la mise en place de telles restrictions. À bien des égards, on retrouve un schéma argumentatif semblable lorsqu'il est question des droits linguistiques. La défense de tels droits, soit la promotion et la protection des langues de certaines communautés, en vient ainsi à être ramenée à une sorte de revivalisme ou nationalisme primitif qui fait peu de cas du devenir réel de ses citoyens, c'est-à-dire qu'il priorise la communauté aux libres choix de ses membres. Par conséquent, les droits linguistiques de certains groupes sont vus comme des contraintes arbitraires qui vont à l'encontre de l'autonomie des membres de ce groupe et parfois même des membres des autres groupes de la société.

Rare exception à la règle, Kymlicka propose dans ses travaux¹ une théorie politique qui nous permettrait de défendre une théorie des droits linguistiques pour les groupes minoritaires, non pas sur la base d'une quelconque volonté de préservation communautaire, mais plutôt en cherchant à montrer que cette dernière est une condition nécessaire à l'avènement de l'autonomie chez tous les citoyens d'une communauté. Autrement dit, l'autonomie serait une création à laquelle la langue et la culture d'une société participent. Cependant, bien que Kymilcka semble offrir une piste de solution à ce problème, au travers

¹ Kymlicka, W. (2001), *La citoyenneté multiculturelle : une théorie libérale du droit des minorités*, 357 p. et Kymlicka, W. (1989), *Liberalism, Community, and Culture*, 280 p.

de la distinction qu'il fait entre structure et caractère de culture, il ne considère à aucun moment de sa réflexion les implications de sa théorie en philosophie du langage.

Plus précisément, le concept de structure de culture, qu'il défend dans ses travaux et qui lui permet de parler de la culture comme un contexte de choix, implique l'adoption d'un certain nombre de principes contestables en philosophie du langage. Nommément, l'idée qu'il existe un ensemble de contenus sémantiques minimaux qui forme la base stabilisatrice de toutes langues. Autrement dit, la position de Kymlicka postule l'existence de signification minimale. Cependant, ce type de signification, comme nous tenterons de le montrer, est largement contesté dans le monde de la philosophie du langage. Voilà donc le projet de la réflexion que nous proposons ici : pour parvenir à continuer de défendre la position pro-droits linguistiques de Kymlicka, il nous faudra parvenir à défendre une position minimaliste de la signification en philosophie du langage. Notre objectif n'est donc pas d'entrer dans un argumentaire politique détaillé au sujet des droits linguistiques. Il s'agit plutôt pour nous de montrer en quoi des enjeux en philosophie du langage peuvent avoir des répercussions importantes dans le monde de la philosophie politique. De la même façon, il s'agit aussi de comprendre que les différentes théories des droits linguistiques, et plus largement des droits culturels, font souvent intervenir des ontologies sociales qui portent à controverse dans d'autres secteurs de la philosophie. La question se pose donc : la position politique des droits linguistiques telle que défendue par Kymlicka est-elle plausible une fois abordée du point de vue de la philosophie du langage ?

1. Kymlicka et la défense des langues

1.1. Culture sociétale, structure, caractère et contexte de choix

Les travaux de Kymlicka sont relativement bien connus pour la majorité des philosophes. Nous ne repasserons donc pas ici sur l'ensemble de la théorie kymlickienne, mais nous nous attarderons plutôt sur la façon dont il conçoit la culture et son rôle dans l'espace politique. Pour ce faire, il nous faut examiner quatre concepts

développés par Kymlicka dans ses travaux² : culture sociétale, structure de culture, caractère de culture et contexte de choix.

Les trois premiers de ces concepts sont reliés les uns avec les autres et représentent, si l'on peut se permettre cette expression, l'ontologie culturelle qui est mise en place par Kymlicka. Le concept de culture sociétale renvoie à l'idée d'une culture englobante qui pénètre et structure les diverses modalités d'existence des individus dans une société donnée. Cette idée fait largement écho aux travaux de Margalit et Raz et leur concept d'« *encompassing culture* » qui comprend six grandes caractéristiques. La première de celles-ci implique que cette culture est commune à tous les membres du groupe. Elle englobe et structure une partie importante des aspects de la vie du groupe. Dans un deuxième temps, les membres du groupe doivent posséder un certain nombre de caractéristiques communes ainsi qu'une histoire partagée. Ensuite, c'est au travers d'un processus de reconnaissance mutuelle qu'il est possible pour les membres du groupe d'affirmer leur appartenance à ce dernier. Quatrièmement, le fait d'être considéré comme membre représente un marqueur d'identification important, autant pour soi que sur le plan social. Toujours au niveau de la question de l'appartenance, celle-ci est le fruit d'une affirmation de l'inclusion du membre et non des actions individuelles. Ainsi, on ne devient pas Québécois par sa capacité à manger de la poutine ou Français par sa capacité à boire du vin, mais plutôt au travers d'une simple inclusion de l'individu dans les activités journalières et dans l'espace de reconnaissance du groupe. Pour le dire autrement, l'appartenance au groupe se fait sur la base de critères non volontaires. Sixièmement, un tel groupe se distingue par l'anonymisation de ses membres : tous les membres ne se connaissent pas personnellement³. Dans la mesure où Kymlicka réfère explicitement à ces auteurs dans ses travaux⁴, ceux-ci nous permettent de comprendre quel groupe Kymlicka a en tête lorsqu'il parle de « culture sociétale », soit essentiellement les groupes nationaux (à ne pas confondre avec les États-nations). Plus précisément, une culture

² Kymlicka, W. (2001), *La citoyenneté multiculturelle : une théorie libérale du droit des minorités*, 357 p. et Kymlicka, W. (1989), *Liberalism, Community, and Culture*, 280 p.

³ Margalit, A. et Raz, J. (1990), « National Self-Determination », p. 443-447.

⁴ Kymlicka, W. (2001), *La citoyenneté multiculturelle : une théorie libérale du droit des minorités*, p. 132.

sociétale renvoie à un ensemble culturel qui construit, ne serait-ce que partiellement, l'espace social dans lequel tous les membres de la société évoluent. Cependant, Kymlicka va un peu plus loin que Margalit et Raz, car il tente de distinguer deux aspects de cette culture sociétale afin d'assurer un certain dynamisme à cette dernière. Le premier moment renverrait à la dimension structurante et permanente de la culture, alors que le second relèverait plutôt de la dimension vécue de la culture. Pour reprendre la terminologie de Kymlicka, une culture sociétale serait composée d'une structure de culture et d'un caractère de culture. C'est l'interaction entre ces deux facettes de la culture qui va permettre à celle-ci de posséder à la fois une stabilité dans le temps et un élément transformateur qui permet de la transformer.

Sommairement, on peut dire que la structure de culture renvoie au cadre institutionnel de base d'une société, cadre qui va constituer le contexte de choix initial des membres de la société. Plus précisément, ce cadre institutionnel initial implique trois ensembles institutionnels distincts. Le premier est constitué des diverses institutions juridiques et politiques qui permettent la mise en place d'une vie sociale et la poursuite de projets de vie propres. On pense ici à l'ensemble des éléments qui peuvent se rapporter aux « *constitutional essentials* » de Rawls⁵. Le deuxième ensemble consiste en un patrimoine commun, soit une histoire commune à partir de laquelle se constituent différents fils narratifs générés par les membres de la communauté. Finalement, le dernier ensemble se rapporte à une langue publique commune qui permet, entre autres, aux membres de la communauté de communiquer les uns avec les autres⁶. Autrement dit, la structure de culture représente l'ensemble des dispositifs institutionnels qu'un individu d'une société donnée devra prendre en compte. Elle constitue donc le contexte de choix initial d'un individu. Lorsque nous intégrons l'univers social qui nous entoure, nous le faisons au travers d'une interaction avec le cadre institutionnel dans lequel nous nous trouvons. Cette interaction nous permet de nous doter des divers outils qui vont nous permettre de construire notre autonomie : capacité de communiquer, concepts de base, compétence sociale, appropriation de symboles, etc. Comprise ainsi, la structure de culture fournit un lexique social commun aux membres de la communauté, lexique qui va leur

⁵ Rawls, J. (2009), *Théorie de la justice*, p. 33 et p. 85-87.

⁶ Kymlicka, W. (1989), *Liberalism, Community, and Culture*, p. 166-167.

permettre par la suite de construire et de mettre en action leur autonomie. Ce contexte de choix leur fournit donc les outils conceptuels de base que sont la langue et l'histoire, par exemple, qui vont leur permettre de donner sens au monde qui les entoure⁷. Il est important de garder en tête que l'individu ne choisit pas sa structure de culture, elle est un des multiples éléments qui composent le monde dans lequel il est accueilli. Elle est donc importante, non pas parce qu'elle est le fruit d'un choix autonome, mais parce qu'elle va permettre à l'individu d'actualiser son autonomie dans le monde⁸.

Si la structure concerne la dimension permanente, ou indépendante, de la culture, le caractère de culture lui concerne sa dimension interprétative. Ce dernier concept renvoie à l'ensemble des possibilités interprétatives qu'il est possible d'avoir de la structure. Plus clairement, elle renvoie à la manifestation à certains moments précis des diverses façons de comprendre les institutions culturelles de la société. Pour reprendre l'exemple utilisé par Kymlicka, on peut penser qu'au Québec pré-révolution tranquille correspond un caractère de culture précis, celui d'un Québec canadien-français catholique, alors que le Québec post-1960 renvoie plutôt à un Québec moderne et laïque en phase avec les autres sociétés occidentales de l'époque⁹. Le caractère de culture permet donc d'illustrer comment il est possible pour divers individus d'évoluer dans une même société tout en ayant des compréhensions fort distinctes de cette société. Ainsi, bien que le caractère de culture du Canadien français catholique fut dominant dans la société québécoise d'avant 1960, il n'était pas le seul. On retrouvait ainsi des libéraux anticléricaux, des défenseurs d'un pays de la Laurentie ou encore des républicains affirmés. Autrement dit, même dans les sociétés les plus oppressives (que ce soit sur le plan moral ou politique), il existe toujours une pluralité d'interprétations de la structure de culture, des valeurs différentes sont rattachées à un même ensemble culturel¹⁰. C'est à cette pluralité que Kymlicka renvoie lorsqu'il parle du caractère de culture.

⁷ Kymlicka, W. (2001), *La citoyenneté multiculturelle : une théorie libérale du droit des minorités*, p. 124-125.

⁸ Kymlicka, W. (1989), *Liberalism, Community, and Culture*, p. 165.

⁹ *Ibid.*, p. 167.

¹⁰ *Ibid.*, p. 168-169.

C'est donc la fusion de la structure de culture et du caractère de culture qui constitue ce que Kymlicka nomme une culture sociétale. Cette conceptualisation de l'espace culturel est d'une importance fondamentale puisqu'elle nous permet d'échapper à une essentialisation des caractères culturels d'une société donnée. Tout d'abord, comme on l'a dit, la structure de culture ne renvoie pas à une essence nationale quelconque, mais plutôt à un environnement institutionnel contingent qui constitue le monde social dans lequel l'individu évolue. Ce dernier va ensuite interpréter son environnement de moult façons pour finalement adhérer ou créer un nouveau caractère de culture¹¹. Dans un deuxième temps, sa distinction entre structure et caractère permet d'introduire la possibilité d'une dynamique culturelle entre les institutions et l'autonomie des agents. En effet, les multiples interprétations des agents, une fois confrontées aux institutions, risquent de provoquer des changements en leur sein. Un peu à la façon dont ces mêmes institutions ont en partie construit l'univers de sens de ces individus. Si à un moment x, il est possible de fixer d'un regard l'ensemble institutionnel qui compose une société, celui-ci peut tout à fait avoir légèrement changé lorsque nous tenterons à nouveau de le saisir à un autre moment. On peut par exemple penser à l'institution du droit dont les pratiques et l'interprétation des droits fondamentaux de chaque individu face à la loi ont changé au cours du temps. Une culture sociétale est donc un ensemble culturel vivant.

1.2. Kymlicka : la culture comme point de départ de l'autonomie

Toute la pertinence de la distinction faite par Kymlicka provient du fait qu'il parvient ainsi à situer la culture comme le point de départ de l'autonomie, comme un bien premier pour reprendre ses termes. Si nous avons bien mis en place l'ontologie sociale qui permet d'arriver à cette conclusion, il nous reste encore à examiner quel rôle joue cette dernière dans l'argumentaire de Kymlicka.

Ce dernier défend une perspective libérale en philosophie, soit l'idée que l'autonomie de tous devrait être au centre de nos préoccupations politiques. Pour atteindre cet objectif, deux conditions doivent être satisfaites selon Kymlicka : (1) Il faut qu'il me soit possible de

¹¹ Kymlicka, W. (2001), *La citoyenneté multiculturelle : une théorie libérale du droit des minorités*, p. 124.

poursuivre des projets de vie qui sont en accord avec ma propre conception du bien, c'est-à-dire qui sont authentiquement mien. (2) Il faut qu'il me soit possible de remettre en question mes croyances, que je puisse réviser mes fins et mes projets au cours de ma vie. C'est surtout cette seconde condition qui nous intéresse. Il est en effet impossible de satisfaire la seconde condition sans l'accès à une base de référence à partir de laquelle je peux formuler mes critiques. On entend par là un certain nombre de connaissances de base, de repères conceptuels et connaissance de la société et du monde autour de soi. Pour parvenir à critiquer le monde qui m'entoure, encore faut-il que j'aie accès aux outils qui me permettent de le faire. Aux yeux de Kymlicka, c'est la structure de culture qui me fournit les outils qui vont me permettre d'avoir la distance critique nécessaire à cette remise en question¹². En effet, les divers concepts et significations qui me servent à critiquer et faire sens du monde qui m'entoure me sont fournis par la structure de culture. Le paradoxe n'est ici qu'apparent : on peut en effet sourciller ici et trouver étrange que ce soit la structure de culture qui permette sa propre critique. Pourtant, c'est cette capacité de la structure à équiper les individus des outils qui permettront son renouvellement qui l'aide à rester vivante et à perdurer dans le temps. En effet, si la structure de culture créait un environnement dans lequel toute critique deviendrait impossible, elle tomberait dans un état de stagnation. Elle aurait effectivement créé un monde où la seule façon possible de penser est le monde tel qu'il est.

À l'inverse, en assurant un espace d'incertitude, la structure de culture permet à des individus de réfléchir le monde d'une façon qui n'avait pas nécessairement été anticipée au départ. Ainsi, pour être capables de soupeser les différentes options de vie qui nous sont ouvertes, nous n'avons d'autre choix que de prendre en compte les significations que notre culture a attribuées à certaines options à travers son histoire. Un bon exemple de cette situation se retrouve justement dans les différentes langues que nous utilisons. Par exemple, on ne peut ici que constater le fait que la langue française nous fournit un ensemble de significations et de règles grammaticales de base qui nous permet d'échanger avec autrui. Néanmoins, une fois ces éléments de

¹² Kymlicka, W. (2001), *La citoyenneté multiculturelle : une théorie libérale du droit des minorités*, p. 121-122.

base bien possédés et maîtrisés, rien n'empêche le locuteur du français de se lancer dans les utilisations les plus personnelles et intimes qu'il peut faire de la langue, que ce soit au travers de la poésie ou d'un journal intime, voire même de créer de nouvelles pratiques linguistiques qui seront reprises par la communauté. Plus important pour notre propos, la communauté des locuteurs du français n'implique pas une communauté de valeurs. Ainsi, pour les individus, l'important est, dans les mots de Kymlicka : « [...] whether their education and cultural socialization opened up or closed off the possibility of revising their ends¹³ ». L'auteur entend par là que l'intérêt de la structure de culture est qu'elle permet à ses membres de tirer le maximum des possibilités qui lui sont fournies par son environnement. Elle possède donc une valeur pour ses membres dans la mesure où elle leur permet de poursuivre le projet de vie qui leur est propre ou, dit autrement, de réaliser leur interprétation de cette culture, leur caractère culturel.

Voici donc, en quelques mots, comment peut être compris l'importance de la structure de culture pour le philosophe libéral classique. La culture offre un contexte de choix qui rend ainsi possible l'exercice de la liberté et donc le libéralisme. Le philosophe libéral doit être neutre à l'égard de différentes conceptions du bien commun et différentes conceptions de la vie bonne (au moins du point de vue de la justification et non du point de vue des conséquences— à savoir qu'il est impossible d'être neutre du point de vue de la conséquence, car même quand l'État ne fait rien, cela a pour effet de laisser intact un rapport de force existant). L'État libéral ne peut défendre la culture, et donc ce qui rend possible le libéralisme tout en étant neutre, que s'il défend la structure de culture et non un caractère de culture particulier. Comme nous l'avons dit plus tôt, l'objectif de notre réflexion n'est pas de se lancer dans une analyse politique de l'argumentaire de Kymlicka, mais plutôt d'explicitier en quoi l'ontologie sociale qu'il introduit dans son argumentaire pose divers problèmes, lorsqu'elle est examinée à partir du champ de la philosophie du langage. Cette ontologie explicitée, il s'agit maintenant de l'examiner sous cette loupe.

¹³ Kymlicka, W. (1989), *Liberalism, Community, and Culture*, p. 19.

2. Implications en philosophie du langage

2.1. Distinctions en langue et parole

Comme on l'a vu, Kymlicka distingue entre une structure de culture relativement statique et un caractère de culture beaucoup plus dynamique qui correspondrait à l'individuation de la culture dans une culture sociétale donnée. De plus, ce dernier place la langue dans cette fameuse structure de culture¹⁴. Sans l'explicitier dans ses travaux, Kymlicka reproduit ici une division bien connue en philosophie du langage, soit la distinction entre langue et parole. Tout comme la structure de culture, la langue renverrait à la partie stable du langage, soit l'ensemble des règles et des significations d'un langage qui structurent sa pratique. Ce sont elles qui vont permettre aux locuteurs de se comprendre. À l'inverse, la parole correspondrait à l'autonomisation du langage, soit les multiples utilisations que peuvent en faire ceux qui la parlent, individuellement ou en groupe¹⁵. On constate donc tout de suite le lien qu'il est possible de faire entre la théorie du linguiste Ferdinand De Saussure et celle de Kymlicka. Tout comme la culture, la langue serait divisée entre une dimension structurelle et une dimension interprétative, individuelle ou collective. Cependant, bien que Kymlicka soit prêt à admettre que la langue soit une partie de la structure de culture, il ne développe pas un argumentaire détaillé qui nous permettrait de défendre cette inclusion. Autrement dit, il n'explore pas toutes les conséquences et objections que sa position peut faire surgir en philosophie du langage.

Cette distinction qui renvoie au courant structuraliste en philosophie du langage a cependant été grandement contestée au cours des dernières années, et ce, même s'il a été largement raffiné comme en témoignent les travaux de Seymour qui placent la langue dans une position similaire¹⁶. Mais pourquoi cette distinction entre langue et parole est-elle contestée ? La principale raison est que cette division en apparence toute simple, implique minimalement trois autres positions qui sont plus discutées que la précédente, soit la défense d'une distinction forte entre sémantique et pragmatique, d'un lexique

¹⁴ Kymlicka, W. (1989), *Liberalism, Community, and Culture*, p. 165.

¹⁵ De Saussure, F. (2005), *Cours de linguistique générale*, p. 25-27.

¹⁶ Seymour, M. (2005), *L'institution du langage*, p. 29.

commun, et de significations minimales indéterminées. Ainsi, pour parvenir à soutenir, comme le fait Kymlicka, que la langue fait partie de la structure de culture, il nous faut parvenir à défendre une position minimaliste en sémantique, soit l'idée qu'il existerait des significations minimales indépendantes du contexte.

2.2. *Sémantique et pragmatique*

Traditionnellement, les auteurs ont réfléchi sur le langage en deux temps, ou deux moments. Le premier moment correspond à tout ce qui relève de la sémantique. Cette dernière concerne les significations minimales des phrases et des mots telles que données par les règles du langage¹⁷. Le deuxième moment correspond au domaine de la pragmatique. À la différence de la sémantique, cette dernière ne s'intéresse pas à ce que la phrase veut dire selon les règles du langage, mais plutôt à ce que le locuteur d'une langue a voulu exprimer par cette phrase. On cherche à comprendre si, par rapport au contexte, le locuteur tentait de produire une description juste de sa situation ou s'il ne pratiquait pas une forme d'ironie par rapport à celle-ci. Choisir l'une ou l'autre de ces interprétations aurait des répercussions sur notre compréhension de la phrase dans ce contexte¹⁸. De façon schématique, on peut dire que la sémantique s'intéresse aux significations universelles véhiculées par le langage alors que la pragmatique s'intéresse davantage aux significations particulières qui vont se manifester dans divers contextes d'énonciations. Bien sûr, cette division reste sommaire, et il existe une foule de nuances qui pourraient, et devraient, être faites. Cependant, cette explication suffit pour la suite de notre réflexion, puisqu'elle nous permet d'introduire une première interprétation de cette division entre sémantique et pragmatique qui est celle des philosophes minimalistes¹⁹. Plus spécifiquement, l'approche minimaliste argumente en faveur de l'existence de propositions minimales, c'est-à-dire qu'il existerait pour chaque phrase une signification littérale qui pourrait être découverte

¹⁷ Recanati, F. (2004), *Literal Meaning*, p. 3.

¹⁸ *Ibid.*, p. 3.

¹⁹ Borg, E. (2007), « Minimalism versus Contextualism in Semantics », p. 339-359 et Cappelen, H. et Lepore, E. (2005), *Insensitive Semantics : A Defense of Semantic Minimalism and Speech Act Pluralism*, 219 p.

par une analyse sémantique. Plus précisément, la philosophe Emma Borg décrit le minimalisme comme suit :

According to minimalists there are minimal propositions (or minimal truth conditions, or minimal-whatever-else-a-semantic-theory-might-run-on) which are the result of little or no pragmatic processing and which are available to provide the literal meaning of sentences²⁰.

On retrouve une définition semblable chez Cappelen et Lepore, d'autres défenseurs d'un minimalisme sémantique :

It is the content that all utterances of S express no matter how different their contexts of utterance are. It is also the content that can be grasped and reported by someone who is ignorant about the relevant characteristics of the context in which an utterance of S took place²¹.

Autrement dit, le minimalisme sémantique suppose qu'il est tout à fait possible de saisir la signification d'une phrase en l'absence de son contexte d'énonciation. Plus précisément, Emma Borg propose quatre caractéristiques du minimalisme sémantique. La première renvoie à ce qu'elle nomme le « propositionnalisme », soit l'idée que des phrases déclaratives sans indexicaux [ou déictiques] contiennent des propositions complètes, c'est-à-dire qui n'ont pas besoin de recourir à des processus pragmatiques pour être comprises²². La seconde caractéristique du minimalisme est qu'il admet l'existence d'un certain nombre d'expressions qui dépendent toujours du contexte²³, ce que Cappelen et Lepore nomment le « *Basic Set of Context Sensitive Expressions* »²⁴. Autrement dit, il existe bien des mots dont la signification est sensible au contexte, cependant cette sensibilité, bien

²⁰ Borg, E. (2007), « Minimalism versus Contextualism in Semantics », p. 340.

²¹ Cappelen, H. et Lepore, E. (2005), *Insensitive Semantics : A Defense of Semantic Minimalism and Speech Act Pluralism*, p. 143.

²² Borg, E. (2007), « Minimalism versus Contextualism in Semantics », p. 349-350.

²³ *Ibid.*, p. 350.

²⁴ Cappelen, H. et Lepore, E. (2005), *Insensitive Semantics : A Defense of Semantic Minimalism and Speech Act Pluralism*, p. 2.

qu'admise par les minimalistes, n'implique pas une absence de signification minimale pour la proposition dans laquelle cette expression apparaît. La raison est que leur contenu sémantique minimal marque la nécessité d'un recours au contexte (ex. : « je » signifie minimalement « l'énonciateur de cette énonciation »). Une troisième caractéristique est une réaffirmation de la division entre sémantique et pragmatique, ou plutôt, l'idée qu'il existe une différence entre la signification de la phrase au niveau sémantique et le contenu de l'acte de langage produit par le locuteur²⁵. Finalement, la dernière caractéristique du minimalisme selon Borg serait le formalisme, c'est-à-dire que pour tout contenu contextuel, ou processus pragmatique, celui-ci possède une origine sémantique et est produit par celle-ci²⁶. Il s'agit ici de dire que le recours à des processus pragmatiques est le fruit de règles sémantiques, car ils découlent de celles-ci et n'en sont donc pas indépendants.

Ce premier portrait du minimalisme sémantique nous permet de faire un premier rapprochement entre le concept de structure de culture de Kymlicka et la philosophie du langage. En effet, intuitivement, la signification minimale qui nous est fournie par des règles sémantiques peut s'apparenter à l'idée que le langage est un élément important d'une structure de culture. Dans les deux cas, nous nous retrouvons avec un ensemble de règles qui sont compatibles avec diverses pratiques nécessaires à nos vies. Il est ici facile de voir le parallèle qu'il est possible de faire avec les concepts de structure de culture et de caractère de culture. La langue correspondrait ainsi au premier des deux concepts, car en tant qu'élément de la structure de culture, elle fournirait aux individus un ensemble de règles qui leur permettraient d'avoir accès à un certain nombre de significations. Elle leur fournirait en quelque sorte un contexte de choix linguistique. De plus, en tant que composante de la structure de culture, elle n'empêcherait pas les individus d'exprimer une foule d'idées et de conceptions du monde, de significations qui n'auraient pas nécessairement été anticipées par les règles du langage comme telles. Dans le même ordre d'idées, la parole renverrait au caractère de culture, soit à une interprétation située et particulière de certaines règles

²⁵ Borg, E. (2007), « Minimalism versus Contextualism in Semantics », p. 351 et p. 354.

²⁶ *Ibid.*, p. 355

du langage. La parole correspondrait à autant de moments où l'agent (individuellement ou en groupe) exprime son être, les particularités qui le composent. Plus important, c'est là où il se trouve dans une situation potentielle de réinterprétation des règles qui lui ont été fournies par la communauté linguistique. Par exemple, Shakespeare va proposer une interprétation de l'Angleterre de son époque dans son œuvre et introduire, dans une certaine mesure, de nouvelles conventions dans la langue anglaise. On voit ici la pertinence des quatre caractéristiques du minimalisme proposées par Borg et plus spécialement l'idée du formalisme, soit que les processus pragmatiques sont des dérivés des processus sémantiques. Elle permet d'exposer l'aspect « entonnoir » de l'approche que nous cherchons à mettre en place, soit l'idée d'un ensemble de règles de base qui fournissent aux individus les moyens nécessaires à leur développement dans un environnement donné, ici linguistique ou politique.

De plus, tel que mentionné précédemment, la question de la structure de culture fait écho à la troisième caractéristique du minimalisme, soit l'idée qu'il existe une division importante entre sémantique et pragmatique. Cette division nous permet d'introduire un élément de permanence au travers de l'évolution du langage. Elle permet ainsi de comprendre en quoi le langage offre une constance dans son utilisation et elle permet de saisir le rôle actif que les utilisateurs d'une langue vont jouer dans son évolution. On peut dire que, tout comme les autres institutions sociales, la langue est dans une relation d'interdépendance avec les locuteurs, elle leur appartient tout en leur échappant toujours un peu, car elle n'est jamais complètement individualisée. La langue ne véhicule pas une conception du bien commun particulière, une conception de la vie bonne particulière, une morale spécifique, une conception du monde spécifique. Le philosophe libéral a besoin de protéger la langue pour protéger le contexte de choix, mais il faut pour que cette protection soit neutre que la langue se distingue d'un discours particulier. Il faut distinguer langue et parole, signification (le contenu linguistique) et croyance (une conception du monde et les valeurs de l'agent) et entre dictionnaire (une définition stéréotypée non exhaustive) et encyclopédie (une définition exhaustive de ce qui est impliqué par la signification).

2.3. *L'existence d'un lexique commun*

Bien entendu, la simple défense d'une signification minimale n'est pas suffisante pour accepter de considérer la langue comme partie prenante de la structure de culture. Comme nous l'avons expliqué plus tôt au sujet de la structure de culture, il faut nous assurer que ce qui constitue la base du langage, l'espace linguistique commun, permet la possibilité de nouveaux comportements. Pour cette raison, c'est un type bien précis de minimalisme qu'il nous faut parvenir à défendre, soit un minimalisme social qui accepte l'idée de signification indéterminée. Que voulons-nous dire par minimalisme social ? Il s'agit en fait de s'ériger contre un minimalisme qui s'acoquinerait avec des thèses psychologues individualistes à la Searle où ce serait les états mentaux des individus qui déterminent la référence des expressions. La raison de cette mise à distance prudente d'un tel psychologisme est fort simple. Ce dernier défend l'idée que les références des significations linguistiques sont le fruit de notre esprit, elles seraient déterminées par celui-ci. Ainsi, que je sois chinois, malien ou égyptien, mes contenus mentaux seraient les mêmes, nous aurions tous une même image mentale qui nous permettrait d'identifier une chaise par exemple. La langue que je parle n'aurait aucune influence sur ma façon de réfléchir le monde et les concepts qui seraient mis à ma disposition pour le faire. Mes pratiques linguistiques deviendraient ainsi une pure contingence qui n'a aucun impact réel sur ma personne, la langue consisterait tout au plus en un outil de communication interchangeable avec un autre.

Reconnaître l'existence de significations mentales, c'est-à-dire prélinguistiques, reviendrait à admettre l'existence d'une structure des représentations qui transcenderait les structures de culture particulières. La structure de culture ne pourrait pas jouer le rôle que Kymlicka lui attribue, puisque les significations seraient des contenus mentaux. Le contexte de choix serait donc de nature individuelle, puisqu'il se trouve dans les états mentaux des individus, et non culturelle, c'est à dire sociale. Afin d'éviter ce problème, il nous faut parvenir à montrer que les significations minimales sont de nature sociale et non individuelle. Plus précisément, les significations minimales seraient des objets sociaux participants d'un lexique commun qui s'apparenterait à une institution. On peut retrouver une telle théorie d'une institution linguistique au travers d'une lecture particulière des écrits du second

Wittgenstein, telle que nous la proposent Bloor et Seymour dans leurs travaux respectifs²⁷.

Ainsi Bloor propose que l'on conçoive les institutions comme des entités sociales qui répondent à deux caractéristiques : l'autoréférentialité (« *self-referential* ») et l'autocréation (« *self-creating* »). Il s'agit ici de dire qu'une institution doit nécessairement faire référence à elle-même pour être comprise. On peut ainsi penser au mariage qui ne peut pas être compris sans recourir à des concepts qui sont introduits par l'expression même de « mariage » ; pour parvenir à parler du concept de mariage, nous n'avons d'autres choix que d'utiliser un univers conceptuel qui a été introduit par cette notion même. De la même façon, le concept d'autocréation réfère au fait que l'acte en lui-même constitue la réalité institutionnelle. Pour reprendre l'exemple du mariage, c'est en mariant des individus que l'institution du langage prend racine, se met à exister²⁸. L'institution sociale renvoie ainsi à un processus collectif qui se réfère constamment à lui-même pour exister²⁹. Elle ne peut être mise en pratique sans que des règles existent, mais ces règles ne peuvent exister sans le recours à la pratique qui consiste à faire advenir l'institution. C'est l'acte de langage lui-même qui rend l'action présente. Autrement dit, une institution sociale a un caractère essentiellement performatif. Le fait même de l'énoncer, d'être mis en pratique, le rend vrai. À partir d'un tel modèle, il est tout à fait possible de comprendre le langage comme une institution sociale. Dans un premier temps, une expression linguistique implique une composante autoréférentielle importante. Pour être compris, le locuteur doit mobiliser un certain nombre de significations de base qui lui permettent de faire sens de l'expression. Il est en ce sens impossible de parler du langage sans passer par le langage. Dans un deuxième temps, c'est la pratique régulière d'une langue par les membres d'une communauté qui la fait advenir. C'est sa mise en pratique constante qui réalise les différentes normes qui composent le langage.

Bien que la proposition institutionnelle de Bloor représente un premier pas dans la direction d'une signification sociale, elle n'est cependant pas suffisante pour nous dégager du psychologisme tel que

²⁷ Bloor, D. (1997), *Wittgenstein, Rules and Institutions*, 173 p. et Seymour, M. (2005), *L'institution du langage*, 446 p.

²⁸ Bloor, D. (1997), *Wittgenstein, Rules and Institutions*, p. 31.

²⁹ *Ibid.*, p. 33.

nous l'avons présenté. Il reste tout à fait possible pour un défenseur de cette dernière thèse d'admettre l'idée d'une structure linguistique institutionnelle, tout en défendant l'idée que les significations sont psychologiques. La structure linguistique institutionnelle ne serait qu'un artifice social venant s'apposer sur nos contenus mentaux. Il serait possible de communiquer des significations sans cette structure institutionnelle. Cette communication prélinguistique serait autonome, ne dépendrait pas de la structure institutionnelle et serait même plus primitive qu'elle. On pourrait en plus dériver la structure institutionnelle à partir de la structure intentionnelle de nos états mentaux. Les contenus sémantiques de nos phrases, compris en termes de conditions de vérité, seraient le résultat de la transposition des conditions de satisfaction de nos états intentionnels. Cette approche psychologisante est toujours possible même après que l'on a clarifié avec Bloor la dimension institutionnelle des significations linguistiques. Or, il faut exclure cette option pour maintenir la distinction entre sémantique et pragmatique et donc la distinction entre langue et parole dans le but de maintenir la distinction si importante pour le philosophe libéral entre la structure de culture et le caractère de culture. Pourquoi faut-il réfuter le psychologisme ? Si on l'admettait, il faudrait alors conclure que face à une phrase donnée, son contenu littéral dépend du contexte, à savoir du contenu intentionnel mental que l'individu veut exprimer. Si tel est le cas, cela nous mène à la conclusion qu'il n'existe pas quelque chose comme une structure des significations de base qui permettrait de placer la langue dans la structure de culture. Une telle idée vient directement remettre en question l'ontologie sociale qui se trouve à la base de l'argumentaire de Kymlicka.

C'est Seymour qui nous offre les clés pour se dégager de ce problème au travers de la reconnaissance de deux principes : un principe d'exprimabilité et un principe d'imperfection. Le premier principe implique que tout contenu mental est potentiellement exprimable. Le second principe quant à lui implique simplement une reconnaissance du caractère imparfait des structures linguistiques, soit l'existence d'une certaine imprécision des significations. Il s'agit de considérer comme un fait qu'il existera toujours une ambiguïté irréductible au fond de la pratique linguistique³⁰. Le premier principe

³⁰ Seymour, M. (2005), *L'institution du langage*, p. 258-259.

nous est particulièrement utile pour parvenir à détacher la signification des mots de contenus mentaux. En reprenant les arguments bien connus des positions externalistes de Putnam, Seymour parvient à montrer que la signification est une production sociale et non mentale. Elle serait le fruit d'une coopération sociale. Ainsi, la référence serait déterminée au travers d'une relation causale qui existe entre un mot et le monde. C'est parce que j'entre en contact avec l'objet « eau », par exemple, que je lui attribue un nom. Cette attribution faite, s'en suit un historique d'emploi qui vient cimenter le lien qui existe entre le mot et l'objet. La référence et le sens des mots seraient donc déterminés au travers d'un contact avec l'environnement d'abord, et ensuite au travers d'une chaîne causale qui remonte des experts à la communauté linguistique dans son ensemble³¹.

En ce sens, on comprend mieux pourquoi l'institution du langage n'est pas purement instrumentale comme le suggère le psychologisme. Il joue au contraire un rôle essentiel dans la détermination des référents : c'est la communauté dans son entièreté qui confirme par l'usage le lien entre le mot et le référent. Cette forme d'externalisme devrait nous permettre de tenir à distance le danger des thèses psychologues. Le second principe introduit par Seymour doit quant à lui nous permettre d'éviter une posture structuraliste sclérosée, mais cela a aussi pour avantage de désamorcer une justification possible du recours au psychologisme. Les mots ayant une signification traversée par l'ambiguïté, le vague et l'indétermination, on pense qu'ils doivent être clarifiés par le recours à ce que le locuteur veut vraiment dire dans sa tête par ces mots. Cela suppose que la signification est en fin de compte déterminée. Les mots ayant une signification indéterminée, les intentions de signification des individus leur permettront de déterminer ce qui est signifié. Cependant, en admettant que la signification soit toujours essentiellement indéterminée, on montre que le recours au psychologisme ne nous apporte pas la précision supplémentaire qui était espérée : l'indétermination persiste.

2.4. Règles constitutives et indétermination

Le principe d'imperfection se manifeste de deux façons, tout d'abord de façon directe et, par la suite, de façon indirecte. Comme

³¹ Seymour, M. (2005), *L'institution du langage*, p. 266-269.

nous le disions, il s'agit ici de montrer que s'il existe bien une part d'ambiguïté inhérente à la langue, celle-ci n'est pas pour autant problématique pour le défenseur d'une conception minimaliste de la signification. En effet, en reprenant le concept de définition stéréotype de Putnam, il nous est possible de mettre en place une signification indéterminée qui permet de rendre compte de cette dimension ambiguë du langage. Pour Putnam, la signification d'un mot est composée à la fois d'un référent (fixé au travers d'un rapport à l'environnement) et d'un sens. Cependant, à l'inverse du sens frégeen, le sens chez Putnam ne correspond pas à une entité idéelle, mais plutôt à ce qu'il nomme une définition stéréotype. Ce type de définition ne correspond pas à une description exacte d'une entité ou d'un objet que l'on peut retrouver dans le monde. Au contraire, il s'agit plutôt d'une définition approximative d'un objet ou d'une chose³². Conséquemment, une telle définition n'a pas pour fonction de nous permettre de repérer avec exactitude un objet dans le monde, mais plutôt d'offrir un cadre sémantique de base qui permet d'assurer une communication minimale entre deux individus. Que veut-on dire exactement ici ? Tout simplement que les définitions stéréotypes mettent en place un horizon d'attente linguistique similaire entre tous les locuteurs. Ainsi, lorsque j'entends le mot « chat », j'ai une idée suffisamment précise pour ne pas confondre cet animal à quatre pattes avec une patère. De cette manière, il m'offre un contenu sémantique suffisant pour converser dans la vie de tous les jours.

Néanmoins, lorsque vient le temps de savoir avec exactitude et exhaustivité quels objets sont des chats ou non (un tigre et un lion en sont-ils ?), par exemple, je n'ai d'autres choix que de recourir aux experts pour affiner ma compréhension du mot. Seymour offre l'exemple du monde juridique et de la jurisprudence pour mieux comprendre ce modèle. Il existe ainsi dans un premier temps la loi. Tous les individus de la société, nous l'espérons à tout le moins, possèdent une connaissance générale de cette dernière. Ils possèdent ce que nous pourrions nommer un « horizon d'attente légal ». Ils savent de façon caricaturale les implications de telle ou telle loi sans nécessairement en connaître toutes les subtilités. Dans un deuxième temps, à chaque cas juridique précis, les experts (ici avocats et juges)

³² Putnam, H. (1985), « Signification, référence et stéréotypes », p. 39 et 42.

vont recourir aux utilisations passées (la jurisprudence) pour préciser si la loi s'applique dans ce cas précis. Ainsi, en partant d'un ensemble originel qui n'anticipe pas toutes les possibilités (les lois), la pratique se raffine au fil du temps. Il en est de même pour les définitions stéréotypes. Ces dernières proposent donc aux locuteurs un cadre général qui leur permet de savoir quel type d'usage ils peuvent faire du mot. De la même façon, elles créent un certain nombre d'attentes minimales chez les individus qui reçoivent ce discours³³. Attentes minimales qui permettent une compréhension mutuelle.

Ce concept de Putnam nous permet d'introduire l'idée de significations minimales indéterminées. C'est à dire des significations qui, tout en étant relativement stables d'un contexte à l'autre, n'anticipent pas toutes les utilisations possibles pour lequel un mot ou une phrase peuvent être utilisés. On peut ici reprendre l'image de Wittgenstein qui se demande de façon rhétorique si une clôture trouée est d'une quelconque utilité³⁴. La réponse est bien entendu positive puisque le but d'une telle clôture n'est pas d'empêcher le déplacement de certains objets, mais plutôt d'établir les limites approximatives d'un espace donné, ici linguistique³⁵.

Cette conception de la signification minimale est d'une importance majeure pour défendre l'idée d'une structure de culture telle que Kymlicka l'entend. En effet, il faut s'assurer que cette structure soit relativement ouverte, c'est-à-dire qu'elle n'enferme pas ses membres dans un nombre limité de comportements possibles. À cet égard, si les significations que nous acceptons dans la structure de culture étaient pleinement déterminées, elles limiteraient d'autant plus l'autonomie des individus qui se retrouvent en son sein. Plus précisément, ce problème est d'autant plus pressant pour un défenseur d'une conception sociale du langage. Pour un défenseur d'une posture psychologiste, admettre des significations déterminées n'est pas spécialement problématique. Cela revient tout ou plus à reconnaître une autre détermination commune à toute l'espèce humaine (un peu à l'image des faits biologiques par exemple). À l'inverse, pour un défenseur d'une signification sociale, reconnaître que celle-ci est déterminée implique d'admettre qu'une construction humaine détermine strictement la

³³ Seymour, M. (2005), *L'institution du langage*, p. 334-336.

³⁴ Wittgenstein, L. (2004), *Recherches philosophiques*, p. 81, §99.

³⁵ Seymour, M. (2005), *L'institution du langage*, p. 283.

façon dont un individu conçoit le monde. Elle limite la liberté de l'individu au lieu de la rendre possible. Si on veut postuler l'existence d'une structure de culture et d'une langue, c'est justement pour rendre compte de la liberté qu'ont les individus et non pour la restreindre. Il importe donc de préciser que les significations sont indéterminées. C'est justement d'une conception figée de la culture et de la langue que nous tentons de nous distancer. L'indétermination permet d'admettre que la langue joue un rôle structurant, mais non limitatif pour l'individu.

Nous commençons maintenant à avoir un portrait plus clair de l'ensemble des éléments qu'il nous faut parvenir à mettre en place pour parvenir à défendre l'appartenance de la langue à la structure de culture telle que Kymlicka la propose. Il nous faut ainsi adopter une position minimaliste qui place les significations au sein d'un ensemble linguistique institutionnel et qui conçoit les significations comme étant indéterminées. Il faut néanmoins encore ajouter un élément avant d'avoir un portrait complet de notre entreprise. En effet, afin de s'assurer que la langue soit génératrice de nouvelles pratiques, c'est-à-dire qu'il existe la possibilité que de nouvelles pratiques émergent, il faut que nos significations minimales indéterminées s'insèrent au sein d'un système de règles qui permettent la génération de nouveau comportement. En d'autres mots, il faut que notre structure de langage soit constituée de règles constitutives. Searle entend par règles constitutives des règles qui permettent la création de nouvelles pratiques, de nouvelles façons d'agir qui n'auraient pas été possibles auparavant. On peut ainsi penser à n'importe quelle règle d'un jeu sportif. C'est la présence de ces règles qui permet, par exemple, de jouer au soccer. La mise en place des règles du soccer permet la création d'une foule de comportements nouveaux (faire une passe, un arrêt ou compter un but) qui n'était pas envisageable en l'absence de ces règles. De plus, ces règles n'anticipent pas tous les coups possibles³⁶. La particularité des règles constitutives est donc que, sans elles, les comportements observés n'auraient pas été possibles. Elles introduisent de nouveaux comportements dans le monde. Ces nouveaux comportements peuvent par la suite eux-mêmes commander

³⁶ Searle, J. (1972), *Les actes de langage*, p. 72 et p. 80.

des changements aux règles initiales, dans la situation d'effets problématiques qui n'avaient pas été anticipés par exemple.

3. L'embûche contextualiste

Il va sans dire que la conception du langage que nous avons développée jusqu'ici n'est pas sans opposants. Ainsi, le minimalisme sémantique que nous devons défendre ne correspond qu'à l'une des grandes interprétations de la division entre sémantique et pragmatique, la seconde étant celle des contextualistes. Si eux aussi reprennent dans une certaine mesure la division entre sémantique et pragmatique, leur compréhension de celle-ci est très distincte. Elle implique des conclusions foncièrement divergentes de celles qui sont avancées par leurs opposants, c'est-à-dire nous. Tout d'abord, le contextualisme peut être défini comme suit :

According to Contextualism, the contrast between what the speaker means and what she literally says is illusory, and the notion of 'what the sentence says' incoherent. What is said (the truth-conditional content of the utterance) is nothing but an aspect of the speaker's meaning. That is not to deny that there is a legitimate contrast to be drawn between what the speaker says and what he or she merely implies. Both, however, belong to the realm of 'speaker's meaning' and are pragmatic through and through³⁷.

Le contextualisme refuse donc l'idée qu'il existerait d'un côté un ensemble fixe et relativement indépendant du contexte de significations minimales et, d'un autre côté, une interprétation contextuelle de ces mêmes significations. Pour le contextualiste, tout processus linguistique ne peut être compris qu'une fois que le passage par l'analyse pragmatique a été fait. Un exemple produit par Searle peut nous aider à comprendre exactement ce que la proposition contextualiste implique. Ainsi, Searle présente la phrase suivante : « le chat est sur le tapis ». Face à un tel exemple, les minimalistes seraient portés à dire que cette proposition contient la signification minimale suivante : il y a un chat

³⁷ Recanati, F. (2004), *Literal Meaning*, p. 4.

qui est sur le tapis. Plus précisément, la signification minimale de la phrase nous fournirait les conditions de vérité de base de l'énoncé. Ainsi, nous serions capables à partir de celui-ci de savoir s'il est vrai ou faux. À cela, Searle répond qu'il est tout à fait impossible de savoir ce que veut dire « le chat est sur le tapis ». La phrase ne stipule pas exactement ce que veut dire « être sur un tapis » pas plus qu'elle ne nous indique si un chat qui toucherait un tapis dans l'espace pourrait être considéré comme étant sur le tapis. Dans le même ordre d'idée, un chat qui serait sur un chien qui serait lui-même sur un tapis pourrait-il être considéré comme étant sur un tapis ? Plus globalement, cet exemple cherche à montrer que même les expressions les plus simples reposent sur un ensemble de présuppositions, de vécus, d'expériences, etc. Conséquemment, une phrase sortie de son contexte d'énonciation ne veut strictement rien dire puisqu'il nous manque l'ensemble des éléments qui nous permettent de saisir ce à quoi les signifiants se rattachent³⁸.

Il n'est pas très difficile de comprendre pourquoi l'interprétation contextualiste pose un problème à la distinction entre structure et caractère de culture. Présentée simplement, selon cette optique, la langue est toujours un vécu, elle est toujours liée au mode de vie et aux projets de son utilisateur. Sans ceux-ci, elle n'exprime rien. La langue ne relèverait ici que du caractère de culture, c'est-à-dire des valeurs fixées d'un individu ou d'un groupe d'individus, et rien d'autre. Si une telle interprétation devait être vraie, les pires peurs des libéraux individualistes seraient réveillées : la culture et, par incidence, la langue relèveraient d'une certaine forme de vie et contreviendraient à l'idéal libéral de neutralité.

On peut regrouper en quatre grandes catégories les objections potentielles des contextualistes face aux minimalistes. La première catégorie relève des arguments qui posent la question des changements de contexte que l'on peut faire subir à une phrase (« *context-shifting argument* »). Cet argument réfère aux diverses situations où une phrase veut dire quelque chose de vrai dans un contexte, mais qui devient faux dans un autre. Typiquement, l'argument va comme suit. Imaginons la phrase suivante : « Xavier est un génie ». Dans le contexte où cette phrase s'applique à une classe de maternelle, il est fort probable que

³⁸ Börjesson, K. (2014), *The Semantics-pragmatics controversy*, p.17-19.

cette phrase soit vraie (à tout le moins, on l'espère !) puisque Xavier est un étudiant universitaire. Cependant, si le contexte d'énonciation avait fait en sorte que le comparatif était non pas des élèves de maternelle, mais les professeurs du département de l'Université de Montréal, alors la phrase aurait cette fois exprimé une proposition fausse. Ce qui pose problème ici est que l'intelligence de Xavier n'a pas changé d'une situation à l'autre, elle est restée la même. Pourtant, la signification de la phrase, elle, a changé dans chacun des cas. Conséquemment, il n'existe pas ici de signification minimale qu'il est possible de saisir puisque celle-ci est relative au contexte d'énonciation. La phrase « Xavier est un génie » reçoit donc uniquement un contenu sémantique une fois mise en relation avec un contexte particulier. C'est le contexte qui nous fournit les conditions que l'énoncé doit satisfaire pour être vrai. C'est à tout le moins ce qu'un contextualiste serait porté à défendre³⁹.

Un deuxième type d'argument avancé par les contextualistes est celui de l'incomplétude. Cet argument consiste à dire qu'il existe certaines propositions qui ne sont pas complètes, qui n'expriment pas une proposition pleine et qu'il faut donc recourir au contexte afin de comprendre ce qu'elles veulent dire. Par exemple, la phrase « Josée a mangé » pourrait être considérée comme une proposition incomplète. Il serait intuitivement légitime de se demander ce que Josée a mangé, quand elle a mangé et ainsi de suite. Il n'y aurait donc pas quelque chose comme « juste avoir mangé » ; la phrase exigerait que d'autres éléments linguistiques et pragmatiques viennent la compléter pour qu'elle puisse vouloir exprimer une proposition complète. On notera ici qu'il est intéressant de voir que Cappelen et Lepore ramènent ce genre d'argument à une question de métaphysique, c'est-à-dire que la question ne semble pas ici porter sur le langage en lui-même, mais plutôt sur ce qu'est une proposition complète⁴⁰.

Le troisième type d'argument est celui de la signification inappropriée. Il s'agit ici de dire qu'il est tout à fait possible de dégager une signification littérale d'une phrase, mais que celle-ci ne corresponde pas à ce que le locuteur cherche à dire. Prenons le cas classique d'une mère qui dit à son enfant blessé « tu ne vas pas

³⁹ Borg, E. (2007), « Minimalism versus Contextualism in Semantics », p. 341.

⁴⁰ Cappelen, H. et Lepore, E. (2005), *Insensitive Semantics : A Defense of Semantic Minimalism and Speech Act Pluralism*, p. 11

mourir ». Le sens minimal de cette phrase serait qu'elle affirme que l'enfant ne va pas mourir, c'est-à-dire qu'il vivra éternellement. Il va sans dire qu'une telle proposition est tout simplement absurde (à tout le moins jusqu'à nouvel ordre) et que ce que la mère veut dire est que l'enfant ne va pas mourir de cette blessure. Encore une fois, la conclusion d'un tel argument pour le contextualiste est que la phrase est ici perméable au contexte, et ce, même si aucune des expressions de base sensibles au contexte ne se trouve dans la phrase. Autrement dit, la signification minimale ne nous permet pas de comprendre ce qui est dit⁴¹.

Finalement, le quatrième argument est celui de l'indétermination, soit l'idée que le contenu d'une proposition est indéterminé tant et aussi longtemps que le contexte d'énonciation ne sera pas fixé. C'est seulement à partir de ce moment que le contenu de la phrase pourra être compris⁴². On constate ici encore une fois que, selon les contextualistes, si une telle proposition est vraie, cela implique qu'il ne peut y avoir de distinction entre sémantique et pragmatique telle qu'elle est construite par les minimalistes.

Il existe bien sûr divers degrés et types de contextualisme, certains adhèrent à toutes les thèses que nous venons d'avancer alors que d'autres ne défendent que certaines d'entre elles. Il est bon de préciser que, comme Borg et Cappelen et Lepore le soulignent⁴³, la majorité des arguments contextualistes se rattachent aux deux premiers que nous avons présentés, soit l'incomplétude et le changement de contexte. Ces deux types d'arguments viennent grandement remettre en question l'idée que la langue pourrait faire partie de la structure de culture et, par conséquent, ils remettent en question la validité de la défense libérale de diverses politiques linguistiques. Ainsi, tout en approfondissant notre défense de la langue comme partie de la structure de culture, le philosophe libéral doit parvenir à répondre aux principales objections que nous venons de présenter si il veut continuer à défendre une politique des droits linguistiques qui s'appuie sur l'ontologie culturelle de Kymlicka.

⁴¹ Borg, E. (2007), « Minimalism versus Contextualism in Semantics », p. 341-342.

⁴² *Ibid.*, p. 342.

⁴³ *Ibid.*, 342 et Cappelen, H. et Lepore, E. (2005), *Insensitive Semantics : A Defense of Semantic Minimalism and Speech Act Pluralism*, p. 10-11.

4. Quel modèle ?

Cette réflexion n'avait pas pour but d'offrir un argumentaire complet et définitif en faveur d'une conception kymlickienne des droits linguistiques, pas plus que d'offrir une réponse définitive aux objections contextualistes que nous avons soulevés. Ces objectifs sont trop vastes pour être accomplis au sein de cette réflexion. Nous avons cependant pour ambition plus modeste d'offrir un argumentaire convaincant démontrant la prise en considération nécessaire des notions en philosophie du langage qui appellent à être mobilisées afin de parvenir à défendre pleinement la théorie de Kymlicka. Plus spécifiquement, nous avons cherché à montrer que les arguments politiques de ce dernier exigent une défense du minimalisme sémantique et d'une certaine conception institutionnelle du langage pour parvenir à soutenir l'idée d'une structure de culture qui ne va pas à l'encontre de l'autonomie de ses membres. Comme nous l'avons vu, une telle conception implique un certain nombre de présupposés qui doivent tous être défendus un à un. De plus, une fois mise en place, cette théorie du langage doit elle-même faire face à diverses objections issues du courant contextualiste, courant qui, par sa prémisse même remet en cause l'intuition du projet kymlickien.

Bibliographie

- Bloor, D. (1997), *Wittgenstein, Rules and Institutions*, London, Routledge, 173 p.
- Borg, E. (2007), « Minimalism versus Contextualism in Semantics », dans Preyer, G. et G. Peter (dir.), *Context-Sensitivity and Semantic Minimalism : New Essays on Semantics and Pragmatics*, Oxford, Oxford University Press, p. 339-359.
- Börjesson, K. (2014), *The Semantics-pragmatics controversy*, Berlin/Boston, Walter de Gruyter GmbH, 329 p.
- Cappelen, H. et Lepore, E. (2005), *Insensitive Semantics : A Defense of Semantic Minimalism and Speech Act Pluralism*, Oxford, Blackwell Publishing Ltd, 219 p.
- De Saussure, F. (2005), *Cours de linguistique générale*, Paris, Payot, 526 p.
- Kymlicka, W. (2001), *La citoyenneté multiculturelle : une théorie libérale du droit des minorités*, Québec, Boréal, 357 p.
- Kymlicka, W. (1989), *Liberalism, Community, and Culture*, Oxford, Oxford University Press, 280 p.
- Margalit, A. et J. Raz (1990), « National Self-Determination », *The Journal of Philosophy*, vol. 87, n° 9, p. 439-461.
- Putnam, H. (1985), « Signification, référence et stéréotypes », *Philosophie*, n° 5, p. 21-44
- Rawls, J. (2009), *Théorie de la justice*, Paris, Éditions Points, 665 p.
- Recanati, F. (2004), *Literal Meaning*, Cambridge, Cambridge University Press, 179 p.
- Searle, J. (1972), *Les actes de langage*, Paris, Hermann, 264 p.
- Seymour, M. (2005), *L'institution du langage*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 446 p.
- Wittgenstein, L. (2004), *Recherches philosophiques*, Paris Éditions Gallimard, 372 p.